



**NATIONS UNIES**  
**CONSEIL**  
**ECONOMIQUE**  
**ET SOCIAL**



Distr.  
GENERALE  
E/CN.4/1156  
8 mai 1974  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente et unième session

RAPPORTS PERIODIQUES SUR LES DROITS DE L'HOMME

Rapports sur les droits économiques, sociaux et culturels pour la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, présentés par les institutions spécialisées conformément à la résolution 1074 C (XXXIX) du Conseil économique et social

	<u>Pages</u>
Organisation météorologique mondiale .....	2
Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture .....	3

ORGANISATION METEOROLOGIQUE MONDIALE

[22 février 1974]

1. L'OMM a pris note du fait que son rapport devait être présenté en suivant l'ordre des rubriques figurant au questionnaire établi par le Secrétariat de l'ONU conformément au paragraphe 4 de la résolution 16 B (XXIII) de la Commission des droits de l'homme, mais elle n'a pas de renseignements particuliers à fournir en réponse à ce questionnaire, qui ne correspond pas à ses activités, qui ont trait uniquement aux aspects scientifiques et techniques de la météorologie. Toutefois on trouvera ci-dessous quelques renseignements de caractère général.

2. Les résolutions de l'ONU sur les droits de l'homme et la discrimination raciale contenant des demandes adressées aux institutions spécialisées et renvoyées à l'OMM sont portées à l'attention du Congrès de l'Organisation. Cet organe se réunit tous les quatre ans et la dernière réunion a eu lieu en 1971. On trouvera ci-dessous un extrait pertinent du rapport sur la session de 1971 du Congrès :

"5.3.11 Le Congrès a résolument condamné la politique de discrimination raciale et de domination coloniale suivie en Afrique par les Gouvernements de l'Afrique du Sud et du Portugal. Des délégués ont fait observer que ces pratiques inhumaines constituent non seulement un mépris de la dignité, de la valeur et des droits fondamentaux des peuples indigènes de l'Afrique du Sud et des colonies africaines du Portugal, mais aussi une oppression de la majorité par une minorité.

5.3.12 Le Congrès a noté avec regret que la politique discriminatoire et coloniale que suivent les gouvernements de l'Afrique du Sud et du Portugal ne contribue guère à favoriser la collaboration technique et scientifique indispensable pour réaliser les objectifs de l'OMM et qu'il était donc nécessaire d'appeler l'attention des pays intéressés sur cet état de fait.

5.3.13 De l'avis du Congrès, ces pays devraient prendre d'urgence des dispositions pour abandonner, dans l'intérêt de l'Organisation, cette politique de discrimination et de colonialisme."

## ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'EDUCATION, LA SCIENCE ET LA CULTURE

/14 avril 1974/

I. Exposé liminaire concis des politiques générales de développement économique et social ayant contribué sensiblement, au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973, à assurer la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels

a) La question de l'application des dispositions de la Déclaration universelle des droits de l'homme a été débattue d'une façon ou d'une autre à toutes les réunions de la Conférence générale de l'UNESCO.

Il convient de noter que le programme de l'UNESCO est tout entier axé sur l'application de droits sociaux, économiques et culturels fondamentaux : le droit à l'éducation, le droit à la culture, le droit à l'information, l'effet des structures sociales sur la jouissance des droits de l'homme et la définition des droits de l'homme, la portée de ces droits et leur fondement philosophique.

b) Dans ce cadre général, certains problèmes comme le racisme, le colonialisme, l'apartheid et les droits des femmes retiennent spécialement l'attention.

II. Influence des instruments des Nations Unies contenant des principes et des normes relatifs à la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels et, en particulier, mesures prises pour appliquer lesdits instruments au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973

a) Il convient de noter qu'il est difficile sinon impossible de répondre à cette question. Il est malaisé d'évaluer l'influence des instruments de l'ONU, car ces instruments ne sont jamais appliqués dans le vide mais dans un milieu soumis à d'autres pressions, sociales, économiques ou politiques. Le fait même de ratifier les conventions de l'ONU ne conduit pas nécessairement à leur application. La ratification peut être décidée pour des quantités de raisons diverses. Il est particulièrement difficile d'évaluer le "progrès" en matière sociale. En fait, il semble que le principe de l'égalité et d'une redistribution au moins partielle des avantages économiques et sociaux internes est tout aussi peu appliqué en 1974 qu'en 1969. Par ailleurs, les espérances d'ordre social grandissent dans les secteurs les plus désavantagés de la société. Il convient de souligner qu'il y a deux problèmes principaux : 1) l'inégalité des richesses entre les Etats et ii) la répartition des richesses à l'intérieur des Etats.

b) La Convention et la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (1960)

Ces deux instruments internationaux fixant des normes pour la promotion des droits de l'homme dans le domaine de l'enseignement ont été adoptés le 14 décembre 1960 par la Conférence générale, à sa onzième session.

/...

Les Etats Membres ont présenté à la Conférence générale, à sa douzième session (1962), un premier rapport spécial (document 12 C/11) sur les mesures qu'ils avaient prises comme suite à la Convention et à la Recommandation. Par la suite, des rapports périodiques des Etats Membres sur l'application de la Convention et de la Recommandation ont été examinés à plusieurs reprises par le Comité spécial du Conseil exécutif sur les conventions et recommandations dans le domaine de l'éducation : des analyses de ces rapports, dont la dernière en date de 1972, figurent dans les documents 14 C/29, 14 C/29 Add.I, III, V et VI, 15 C/10, 15 C/10 Add., 15 C/11 et 17 C/15.

Au 30 juin 1973, 60 Etats avaient déposé leurs instruments de ratification ou d'acceptation de la Convention ou d'adhésion à cette dernière auprès du Directeur général. Au cours de la période sur laquelle porte le présent rapport, on a enregistré le dépôt des instruments du Chili, de Chypre, de l'Espagne, de la Libye, du Luxembourg, de Maurice, du Nigéria, du Souaziland et de la Tunisie.

- c) Protocole instituant une commission de conciliation et de bons offices chargée de rechercher la solution des différends qui naîtraient entre Etats parties à la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement (1962)

Ce protocole qui a été adopté le 10 décembre 1962 par la Conférence générale à sa douzième session est entré en vigueur le 24 octobre 1968. Au 30 juin 1973, 21 Etats l'avaient ratifié ou accepté ou y avaient adhéré.

A sa seizième session, la Conférence générale a élu les 11 membres de la Commission, qui a tenu sa première réunion du 1er au 3 février 1971 pour élire ses président et vice-président et établir son règlement intérieur.

- d) Convention concernant les mesures à prendre pour interdire et empêcher l'importation, l'exportation et le transfert de propriétés illicites des biens culturels (1970)

Cet instrument dont le titre indique l'objectif, a été adopté le 14 novembre 1970 par la Conférence générale à sa seizième session. A la fin de la période sur laquelle porte le présent rapport, des instruments de ratification ou d'acceptation de la Convention ou d'adhésion à celle-ci avaient été déposés auprès du Directeur général au nom de l'Argentine, du Brésil, de la Bulgarie, du Cameroun, de l'Egypte, de l'Equateur, de l'Irak, du Koweït, de la Libye, du Mexique, du Niger, du Nigéria, de la République centrafricaine, de la République Dominicaine, de la République khmère et de la Yougoslavie.

- e) Convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel (1972) et Recommandation concernant la protection, sur le plan national du patrimoine culturel et naturel (1972)

Les instruments susmentionnés ont été adoptés le 16 novembre 1972 par la dix-septième session de la Conférence générale. Au 30 juin 1973, aucun Etat n'avait ratifié ou accepté la Convention ou n'y avait adhéré.

f) Formulation de nouvelles normes internationales

Conformément aux termes de la résolution 3.411 adoptée par la Conférence générale à sa dix-septième session en 1972, le Directeur général étudie les aspects techniques, juridiques et administratifs de :

- i) L'échange d'objets et spécimens originaux entre institutions de différents pays;
- ii) La préservation des quartiers et cités historiques situés dans un environnement moderne;
- iii) L'action visant à assurer le libre accès démocratique des masses populaires à la culture et leur participation active à la vie culturelle de la société.

Ces études seront présentées à la Conférence générale à sa dix-huitième session pour qu'elle décide si ces questions doivent faire l'objet d'une réglementation à l'échelon international.

III. Faits nouveaux importants survenus au cours de la période allant du 1er juillet 1969 au 30 juin 1973 concernant la reconnaissance, la jouissance et la protection des droits économiques, sociaux et culturels, et indication, le cas échéant, des dispositions constitutionnelles, mesures législatives et règlements administratifs promulgués ainsi que des décisions judiciaires rendues pendant cette période

Ceci est au moins aussi difficile à évaluer que l'influence des instruments des Nations Unies (sect. II). Il faut sans doute signaler parmi les faits nouveaux importants : a) la pression exercée par les groupes minoritaires, qui a contribué à faire mieux apparaître la diversité des cultures, le problème de la centralisation politique, les inégalités d'accès à l'enseignement, etc., b) l'augmentation des prix des produits primaires qui a ajouté une nouvelle dimension au problème du développement, c) la mise en question des moyens et des buts des Etats démocratiques libéraux, d) un scepticisme accru à l'égard des droits de l'homme, qui s'est traduit dans certains Etats par une intensification de la répression et par le désintérêt de certains secteurs de la population, e) les discussions de plus en plus nombreuses sur la paix, sa signification et les conditions susceptibles de la garantir.

D. Droit à la jouissance du meilleur état de santé physique et mental possible

D.1. La diminution de la mortalité et de la mortalité infantile, ainsi que le développement sain de l'enfant

De 1968 à 1972, le Département des sciences sociales a fourni les services d'un expert (spécialiste des aspects sociaux de l'anthropologie) pour le projet portant sur l'accès des femmes à l'éducation en Haute-Volta. Ce projet portait principalement sur l'alphabétisation fonctionnelle mais il a en outre conduit à une diminution du taux de mortalité dans trois villages grâce à l'introduction

de mesures d'hygiène simples respectant les coutumes locales en matière d'accouchement. On a également créé des coopératives de coton en s'appuyant sur l'entraide traditionnelle des femmes Mossi de Haute-Volta.

D.2. Amélioration de tous les aspects de l'hygiène du milieu et de l'hygiène industrielle

L'UNESCO contribuera à l'organisation par l'Association internationale des sciences juridiques, d'un colloque qui se tiendra au Mexique en 1974 sur le thème "Problèmes posés aux pays en voie de développement dans la promulgation et la mise en oeuvre du droit sur l'environnement".

On prévoit en outre pour l'avenir (projet du 18 C/5) des recherches en matière de droit de l'environnement en trois régions du monde et en particulier sur "le rôle des dispositions légales concernant la protection et l'amélioration de l'environnement".

F. Droit à l'éducation

F.1. Droit à l'enseignement primaire gratuit

A la suite de la deuxième consultation des Etats Membres sur l'application de la Convention et de la Recommandation concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement, qui a eu lieu en 1971 et 1972, le Secrétariat a reçu des rapports de 55 Etats Membres, dont 41 sont parvenus à temps pour pouvoir être analysés par le Comité du Conseil exécutif sur les conventions et recommandations dans le domaine de l'éducation. En ce qui concerne l'application du droit à l'enseignement primaire gratuit, 32 des 41 Etats Membres qui ont présenté leur rapport à temps ont déjà institué en droit l'enseignement primaire gratuit et obligatoire.

Toutefois, cette législation est appliquée différemment selon les pays. C'est ainsi que la République de Corée et les îles Salomon ont signalé que l'enseignement primaire n'était pas encore absolument gratuit alors qu'au Nigéria il serait gratuit dans certaines parties du pays. En Inde, les cinq premières années sont gratuites, période qui correspond plus ou moins à l'enseignement élémentaire. A Hong-kong on accorde aux enfants pauvres une réduction de 20 p. 100 sur les droits scolaires, qui doivent être totalement supprimés en 1971. D'autre part, dans certains pays ou territoires qui ont signalé que l'enseignement primaire était gratuit (Chypre, France, Italie, Japon, Sénégal, Seychelles, Tchécoslovaquie, URSS), les manuels scolaires sont également distribués gratuitement aux élèves, qui bénéficient parfois d'autres avantages gratuits tels que le transport, les vêtements, les repas et le logement.

F.2. Droit à l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur y compris l'enseignement technique et professionnel sur la base des aptitudes ou du mérite

Dans le cadre de la même consultation périodique, les Etats Membres étaient invités à donner des renseignements sur les moyens adoptés pour rendre l'enseignement supérieur accessible à tous sur la base des aptitudes de chacun. Mais les rapports reçus des Etats Membres ne sont pas toujours très étoffés sur ce point. Ainsi, certains pays se sont contentés de noter que l'enseignement supérieur est accessible à tous, ou à tous ceux qui possèdent les titres nécessaires. Dans huit pays (Argentine, Belgique, Ceylan, France, Italie, République arabe syrienne, Sénégal, Uruguay), tous les étudiants qui ont terminé leurs études secondaires ou obtenu leur certificat de fin d'études secondaires ont accès à l'enseignement supérieur.

Toutefois, l'Italie a indiqué qu'une année supplémentaire de préparation est exigée dans certaines matières, la République arabe syrienne que les étudiants doivent obtenir une certaine note, fixée par les diverses facultés, et la Belgique qu'il est plus difficile d'accéder à l'enseignement supérieur en sortant d'écoles techniques ou professionnelles, puisque les sujets qui sont enseignés sont tout à fait différents. L'Argentine précise qu'à l'Université de Buenos Aires, un examen spécial élimine jusqu'à 60 p. 100 des candidats. L'Uruguay considère que l'accès à l'enseignement supérieur doit dépendre à la fois des aptitudes des candidats et des besoins économiques du pays. En France, ceux qui n'ont pas obtenu leur baccalauréat sont autorisés à présenter un examen d'entrée après cinq ans d'emploi, et une loi promulguée en 1968 prévoit que les travailleurs qui n'ont pas obtenu leur baccalauréat sont autorisés à suivre des cours du soir.

Il semble que l'offre de différentes formes d'enseignement secondaire dans un certain nombre de pays ainsi que les nouvelles procédures qui facilitent le passage d'une section à une autre au niveau de l'enseignement secondaire contribuent indirectement à élargir l'accès à l'enseignement supérieur. La Suisse fait toutefois observer qu'en raison du grand nombre d'étudiants qui suivent des cours de formation technique et professionnelle, 6 p. 100 seulement des jeunes qui ont achevé leurs études secondaires vont à l'université.

En République fédérale d'Allemagne et au Sénégal, les candidats qui n'ont pas obtenu leur certificat de fin d'études secondaires doivent passer un examen d'entrée ou un test d'aptitude spécial. Le Sénégal ajoute que parmi ceux qui ont les diplômes requis, les titulaires de bourse d'enseignement supérieur sont souvent les seuls à pouvoir entrer à l'Université. Le gouvernement aide les autres en leur fournissant les moyens matériels de poursuivre leurs études au Centre des oeuvres universitaires. L'Australie déclare que, contrairement à ce qu'elle avait indiqué dans son premier rapport périodique (voir UNESCO 15 C/11, par. 570), il n'est plus possible à tous ceux qui ont les titres requis de recevoir un enseignement supérieur du fait que, malgré l'accroissement du nombre des universités, presque toutes appliquent un système de contingentement.

/...

L'accès à l'enseignement supérieur sur concours est un système appliqué dans huit pays (Bulgarie, Liban, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Turquie, URSS). Il convient de noter que les étudiants roumains sont autorisés à s'exprimer dans la langue de leur minorité ethnique lorsque les cours sont enseignés dans cette langue et qu'en Pologne les enfants des ouvriers et des paysans reçoivent une bonification de cinq points au concours. En Australie comme en République fédérale d'Allemagne, l'admission des étudiants est, dans certaines matières, limitée par un numerus clausus. En Allemagne, des mesures visant à accélérer la construction de nouveaux instituts d'enseignement sont à l'étude, tandis qu'une large gamme d'instituts non universitaires offrent la possibilité de suivre des études de troisième degré. En République de Corée, les candidats doivent également passer un examen d'entrée, sauf pour les cours d'art et d'éducation physique. Du fait du système de contingentement utilisé dans ce pays, que vient aggraver la situation économique défavorable et la perpétuation de certaines traditions, il peut se faire que des étudiants qualifiés sortant de collèges de formation technique ou professionnelle se voient refuser l'accès à l'université. Le Liban attire l'attention sur une discrimination de fait, due au prix élevé de l'inscription dans les universités privées et au nombre limité de cours spécialisés, ainsi qu'au système de sélection par concours.

Les rapports de cinq pays /Danemark, Hongrie, Malte, Nouvelle-Zélande (Guernesey)/ indiquent que l'accès à l'enseignement supérieur dépend des capacités intellectuelles de l'élève. La Turquie précise que l'aptitude des étudiants est déterminée par l'examen d'entrée, mais qu'il est également tenu compte des besoins du pays. La Pologne elle aussi note qu'il est tenu compte de la capacité des étudiants ainsi que des besoins nationaux, car le nombre de candidats dépasse le nombre de places disponibles. Quatre pays (Australie, Canada, Inde, République fédérale d'Allemagne) annoncent la création de nouveaux instituts supérieurs, tandis que deux autres (Norvège, République socialiste soviétique de Biélorussie) indiquent que de nouvelles possibilités d'enseignement supérieur sont offertes dans les districts ruraux et que le nombre d'étudiants augmente. Quatre pays (Ceylan, Hongrie, Italie, Liban) déclarent que les étrangers ont les mêmes possibilités d'accès à l'enseignement supérieur que les ressortissants; l'un d'entre eux (Italie) signale que l'admission est subordonnée à l'équivalence des titres.

Pour rendre l'enseignement supérieur accessible à tous, il est nécessaire de vérifier les aptitudes des candidats et aussi de leur accorder les moyens de vivre pendant plusieurs années d'études. La grande majorité des Etats et territoires dépendants des Etats Membres ont déployé tous les efforts possibles pour atteindre cet objectif. En premier lieu, 10 Etats (Ceylan, Malte, Norvège, République arabe d'Egypte, République arabe syrienne, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Tchécoslovaquie, Uruguay, Venezuela) notent que l'instruction est gratuite. Sous une autre rubrique, l'URSS déclare que l'enseignement est gratuit sur tout son territoire; Malte indique que l'enseignement dans les écoles normales et les facultés de lettres, de sciences et de technologie est gratuit et le Venezuela signale que, légalement, la gratuité de l'enseignement peut être supprimée lorsque



la famille d'un étudiant dispose d'un certain niveau de revenus. Bien que l'enseignement y soit gratuit, les pays ci-dessus, comme d'ailleurs la majorité de ceux qui ont répondu à cette partie du questionnaire, appliquent des mesures destinées à fournir systématiquement une aide en nature ou en espèces aux étudiants. Cette aide est accordée en fonction de critères faisant intervenir l'aptitude de l'étudiant à poursuivre des études universitaires, ses résultats aux examens et les ressources économiques de sa famille, et aussi parfois la distance qui sépare son domicile du lieu où il fait ses études.

Les réponses reçues de 35 pays signalent l'existence de diverses formes d'aide financière : bourses, prêts, allocations de diverses natures, ou de nombreuses autres formes d'aide, parfois cumulatives. Ces formes d'aide, habituellement fixées dans la Constitution ou la législation, sont accordées par l'Etat, mais les étudiants peuvent aussi obtenir, par le biais d'organismes privés, parfois soutenus par le gouvernement, une aide sous la forme de bourses ou autres subventions. Une aide est habituellement fournie aux étudiants des universités et instituts techniques ou professionnels, ainsi qu'aux étudiants des écoles normales. Cette aide peut prendre la forme d'une simple exemption des frais d'inscription, ou peut consister en une bourse qui couvre toutes les dépenses de l'étudiant. Elle peut également faire l'objet d'une sélection, fondée habituellement sur les mérites et les besoins, ou elle peut être offerte à tous les étudiants, ou à tous les étudiants ressortissants du pays. Dans certains pays, les étudiants étrangers sont habilités à recevoir une aide sous certaines conditions.

Les rapports de plusieurs pays contiennent des détails intéressants sur les formes de l'aide fournie aux étudiants et se réfèrent souvent à des dispositions législatives ou administratives. L'Australie accorde une aide à 50 p. 100 de ses étudiants. Chypre mentionne la création en 1971 d'une fondation publique qui offre des bourses aux étudiants capables mais pauvres. Un troisième pays (République arabe syrienne) déclare qu'outre diverses formes d'aide financière, des prix sont décernés aux meilleurs étudiants. Aux Etats-Unis, un programme de services spéciaux a été organisé en 1970 en vue d'apporter une aide à de nombreux étudiants handicapés ou défavorisés de ce pays. En 1968, en vue de promouvoir l'égalité de chances, un autre pays (Argentine) a créé un "Institut national de prêt à l'éducation", qui permet d'accorder un nombre de bourses bien plus grand que par le passé. L'Argentine indique également que des services sanitaires et sociaux sont à la disposition des étudiants, ainsi que des résidences et restaurants bon marché. Un autre pays encore (République de Corée) signale qu'en 1971 a été créée sous les auspices du Ministère de l'éducation, une "Fondation coréenne des bourses d'études", grâce à laquelle il y aura en 1975 cinq fois plus d'étudiants boursiers qu'en 1971. En 1969, un territoire dépendant d'un Etat Membre (Hong-kong) a établi un plan d'aide nationale destiné à aider les étudiants pauvres dans deux universités locales. Le même Etat signale que tout résident du pays [Royaume-Uni (Ecosse)] qui entreprend des études de troisième degré a droit à une aide financière; tandis que dans un autre territoire du même pays (Guernesey) et dans quatre de ses territoires dépendants (îles Salomon, îles Turques et Caïques, îles Vierges et Seychelles), qui n'offrent

aucune possibilité d'enseignement supérieur, une aide financière est accordée aux élèves jugés capables de poursuivre leurs études à l'étranger; dans l'un de ces territoires (îles Salomon), le nombre de ces subventions était en 1970 10 fois plus grand qu'en 1966.

Huit autres Etats (Bulgarie, Nigéria, Pologne, République arabe d'Egypte, République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie, Sénégal) donnent des renseignements sur d'autres formes d'aide aux étudiants. Outre qu'ils reçoivent des allocations diverses, ils ont à leur disposition des résidences universitaires, des repas à bon marché, des soins médicaux et des transports gratuits. Trois des pays ci-dessus (Bulgarie, Pologne, République socialiste soviétique de Biélorussie) notent que les travailleurs ont un congé payé lorsqu'ils doivent passer un examen et également s'ils suivent des cours par correspondance. Dans un autre Etat (Nigéria), les sociétés commerciales et industrielles locales sont invitées à offrir du travail aux étudiants pendant les vacances. Un Etat (Roumanie) dit que les étudiants dont les résultats sont exceptionnels peuvent recevoir des bourses dont le montant ne dépend pas de la situation financière de leur famille. Dans un pays (Irak) le Plan national de développement en cours d'exécution comprend un certain nombre de mesures d'aide destinées à faciliter le développement de l'enseignement supérieur.

F.3. Droit des parents de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants

Le droit des parents de choisir le type d'enseignement qui sera dispensé à leurs enfants est étroitement lié à la mesure dans laquelle les pouvoirs publics admettent l'existence d'écoles privées. Une question portant sur les établissements d'enseignement privé a été posée aux Etats Membres lors de la deuxième consultation sur l'application de la Convention concernant la lutte contre la discrimination dans le domaine de l'enseignement. Le questionnaire ne portait que sur les normes relatives à l'enseignement dispensé dans ces écoles, mais de nombreuses réponses reçues donnaient en outre des renseignements sur la création des écoles privées, leur statut juridique et les conditions d'admission.

Vingt-neuf Etats (Argentine, Australie, Belgique, Canada, Ceylan, Chypre, Danemark, Etats-Unis d'Amérique, France, Irak, Japon, Liban, Malte, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Panama, Pays-Bas (Antilles), République arabe d'Egypte, République arabe syrienne, République de Corée, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni (Ecosse, Gibraltar, Guernesey, Honk-kong, îles Gilbert et Ellice, îles Salomon, îles Vierges, Seychelles), Sénégal, Suisse, Turquie, Uruguay, Venezuela, Zambie) ont répondu qu'il y avait des écoles privées dans leurs pays. Un Etat (Hongrie), tout en indiquant qu'il n'y a pas d'écoles privées dans le pays ajoute que les églises sont autorisées à y maintenir un nombre déterminé d'écoles confessionnelles. Un autre Etat (Pologne) par une loi sur l'éducation de 1961, a autorisé l'existence d'instituts non gouvernementaux d'enseignement et de protection sociale. Cinq autres Etats (République socialiste soviétique de Biélorussie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Roumanie,

Tchécoslovaquie, URSS), ont répondu qu'il n'y avait pas d'écoles privées dans leurs pays, et l'un d'entre eux a précisé que toutes les écoles privées avaient été abolies en 1944. Le but des écoles privées, dans les pays où elles existent, semble souvent être de compléter les moyens d'éducation offerts par les autorités publiques, et non d'exclure un certain groupe social. Certains Etats signalent expressément ce fait ou reconnaissent le service social rendu au pays par les écoles privées. C'est certainement là le sens qui doit être donné à la réponse du Venezuela, où la Constitution prévoit la promotion et la protection des écoles privées. Trois autres Etats signalent que les écoles privées représentent de 13 à 15 p. 100 de tout le système scolaire (Panama, Sénégal) ou qu'elles reçoivent près de deux fois plus d'élèves que les écoles publiques (Liban). En République de Corée, les universités privées sont deux fois plus nombreuses que les instituts publics d'enseignement supérieur.

Un autre Etat (Chypre) indique que le nombre d'écoles privées au service d'une certaine fraction de la population a presque doublé depuis 1966 et que le nombre d'inscriptions dans ces écoles a presque quadruplé depuis la même année bien que les écoles privées ne reçoivent aucune subvention de l'Etat.

Le Liban précise qu'en raison des frais de scolarité élevés dans ces écoles, seules les classes riches de la population peuvent les fréquenter; un autre Etat (Etats-Unis d'Amérique) signale une tendance de l'enseignement privé à exclure certains secteurs de la population. En revanche, deux Etats notent que les écoles privées subventionnées sont tenues de réserver des places aux titulaires d'une bourse d'Etat (ce qui est le cas à Panama) ou bien ne sont pas autorisées à exercer de discrimination au niveau de l'admission des élèves.

En Turquie, les écoles privées offrent un enseignement primaire (il y a aussi des écoles maternelles privées); elles dispensent aussi souvent un enseignement secondaire et parfois même un enseignement supérieur. Les écoles privées peuvent desservir certains groupes linguistiques et sont parfois confessionnelles. Le Sénégal signale toutefois que les écoles catholiques du pays admettent également les enfants non catholiques, car l'instruction religieuse n'est pas obligatoire sous le régime d'enseignement laïc du pays.

#### G. Droit de participer librement à la vie culturelle

##### G.1. Droit de participer librement à la vie culturelle et de bénéficier du progrès scientifique et de ses applications

La Conférence intergouvernementale sur les aspects institutionnels, administratifs et financiers des politiques culturelles (Venise, août 1970) a affirmé que "si tout homme a le droit, comme exigence de son essentielle dignité, de participer à l'héritage et à l'activité culturels de la communauté ... il s'ensuit que les autorités qui ont la charge de ces communautés ont le devoir de lui fournir les moyens, dans la limite des ressources dont elles disposent, de cette participation". Sur cette base, reconnaissant que, pour assurer le droit à la

/...

culture des individus et des peuples et faire face aux dangers qui menacent la culture, les gouvernements ont le devoir d'établir des politiques culturelles claires et cohérentes, elle a formulé une série de Recommandations à l'intention des Etats membres de l'UNESCO.

Elle a notamment recommandé à l'UNESCO : "de rechercher les moyens d'aider les Etats membres à assurer la protection des cultures indigènes contre les influences extérieures nuisibles" (Rec. 4); "de favoriser les travaux permettant de formuler des stratégies d'action culturelle répondant aux besoins des individus et des nations ..." (Rec. 18).

Le programme de l'UNESCO concernant le développement culturel est fondé à partir de 1971-1972 sur les recommandations de cette conférence et, à partir de 1973, également sur celles de la Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles en Europe (Helsinki, juin 1972).

La Conférence d'Helsinki a réaffirmé à l'unanimité la nécessité de promouvoir le développement culturel comme facteur du développement intégral et corollaire du droit de l'homme à la culture, reconnue comme une dimension essentielle de la vie humaine, un besoin et une nécessité pour tous et non plus le privilège d'une élite. Ces notions déjà affirmées à Venise, ont été approfondies et les conditions et modalités de leur application précisées dans le contexte des réalités socio-culturelles et économique-politiques européennes. La Conférence a souligné la nécessité d'un élargissement toujours plus grand de l'accès et de la participation à la culture de toutes les catégories sociales et a recommandé à l'UNESCO (Rec. 2) : "d'accorder une attention particulière, dans les questions de politiques culturelles, à l'étude des problèmes que posent l'accès des masses populaires à la culture et leur participation plus active à la vie culturelle de la société et notamment de ceux que soulèvent l'influence des divers éléments de la culture sur la formation et le développement de l'univers intellectuel de l'homme, les besoins spirituels des diverses couches de la population, l'utilisation rationnelle des loisirs des travailleurs à des fins culturelles et éducatives, etc. - de prévoir, dans son programme futur l'élaboration d'un projet d'instrument international destiné à assurer le libre accès démocratique des masses populaires à la culture et leur participation active à la vie culturelle de la société". (voir également chap. II, p. 6).

En 1968, le Département des sciences sociales a organisé une réunion d'experts sur les droits culturels en tant que droits de l'homme 1/. En 1971, a eu lieu une autre réunion sur l'influence du colonialisme sur l'artiste, son milieu et son public dans les pays en voie de développement 2/. En outre le Département des sciences sociales a fait entreprendre une série d'études sur

---

1/ UNESCO, Paris, juillet 1968.

2/ Dar es-Salam (Tanzanie), juillet 1971.

l'accès à une culture d'élite. Une étude de cas a été menée au Centre d'études culturelles contemporaines de l'Université de Birmingham, sur la culture en milieu ouvrier et le Double Zero Club.

G.2. Droit à la protection des intérêts moraux et matériels découlant de toute production scientifique, littéraire ou artistique

Pendant la période considérée (1er juillet 1969-30 juin 1973), l'UNESCO a entrepris de nombreuses activités intéressant l'article 27 2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Ces activités relèvent généralement des catégories suivantes :

Application et développement des conventions relatives au droit d'auteur et aux droits connexes

i) Convention universelle sur le droit d'auteur

Une conférence internationale d'Etats s'est tenue au siège de l'UNESCO à Paris, du 5 au 24 juillet 1971 en vue de réviser la Convention universelle sur le droit d'auteur adoptée à Genève en 1952. L'objet de cette révision, étroitement liée à une révision parallèle de la Convention internationale pour la protection des oeuvres littéraires et artistiques (Convention de Berne), était d'étendre la portée des droits fondamentaux garantissant les intérêts économiques de l'auteur, y compris le droit exclusif d'autoriser la reproduction, la représentation publique et la retransmission de ses oeuvres, et d'élaborer à l'intention des pays en voie de développement un ensemble de règles de portée limitée mais de caractère obligatoire concernant la cession des droits de traduction et de reproduction.

L'idée d'une révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur a été lancée en 1966, lors de la quatorzième session de la Conférence générale de l'UNESCO. Sans entrer dans les détails des travaux préparatoires qui ont précédé la Conférence de révision, il convient de signaler qu'un groupe d'étude international commun sur le droit d'auteur s'est réuni à Washington du 29 septembre au 3 octobre 1969. Après un échange de vues relatif à la situation générale des relations internationales dans le domaine des droits d'auteur, le Groupe d'étude a adopté un texte connu sous le nom de "Recommandation de Washington" qui prévoyait, entre autres, que la Convention universelle sur le droit d'auteur et la Convention de Berne devaient être révisées simultanément lors de conférences qui se tiendraient à la même date et au même endroit de façon que certaines modifications particulières soient apportées aux textes des deux conventions.

Après avoir exprimé l'opinion qu'il convenait de préparer la révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur en fonction des considérations et des dispositions figurant dans la "Recommandation de Washington", le Comité intergouvernemental du droit d'auteur créé en vertu de la Convention universelle sur le droit d'auteur a institué, à sa dixième session ordinaire (15-19 décembre 1969), un comité préparatoire ad hoc qui s'est réuni au siège de l'UNESCO, à Paris, du 11 au 15 mai 1970, pour établir un avant-projet de propositions en vue de

/...

la révision de la Convention. Lors de sa session extraordinaire, qui a eu lieu au siège de l'UNESCO, à Paris, du 2 au 11 septembre 1970, le Comité intergouvernemental a mis au point les propositions de révision établies par le Comité préparatoire ad hoc. La Conférence générale de l'UNESCO, à sa seizième session, ayant pris note de l'état des travaux en vue de la révision de la Convention universelle sur le droit d'auteur, a autorisé le Directeur général à prendre les mesures appropriées pour la préparation de la Conférence de révision de cet instrument.

La Convention universelle révisée, adoptée par la Conférence diplomatique le 24 juillet 1971, a été ouverte à cette même date à la signature des Etats parties à la Convention de 1952, en même temps que les deux protocoles annexes relatifs à la protection des oeuvres de certaines organisations internationales et à la protection des oeuvres des personnes apatrides et des réfugiés. La Convention universelle révisée entrera en vigueur trois mois après le dépôt des 12 premiers instruments de ratification, d'acceptation ou d'adhésion. Au 1er janvier 1974, 10 Etats avaient ratifié la Convention révisée ou y avaient adhéré.

L'adoption des textes de Paris de la Convention universelle et de la Convention de Berne a suscité un regain d'intérêt pour l'élaboration d'une ou de plusieurs lois types sur le droit d'auteur à l'intention des pays en voie de développement. Au début des travaux, on pensait qu'il convenait d'établir deux lois types distinctes, l'une pour les pays d'expression française et l'autre pour les pays de langue anglaise, mais certains experts africains ont exprimé le désir, lors du Séminaire africain sur la propriété intellectuelle organisé par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) à Nairobi en octobre 1972, que l'OMPI et l'UNESCO établissent conjointement un projet unique à l'intention des pays anglophones et francophones. La Conférence générale de l'UNESCO, à sa dix-septième session, s'est également déclarée favorable au principe d'un projet unique, sans prendre en considération la langue parlée dans les pays intéressés. C'est ainsi que le Bureau international de l'OMPI a travaillé en collaboration avec le secrétariat de l'UNESCO à l'établissement d'un projet préliminaire de texte unique, tenant compte de divers projets antérieurs de loi type. Au début de 1973, le secrétariat de l'UNESCO et le Bureau international de l'OMPI ont présenté leur projet préliminaire de loi type aux gouvernements des Etats membres de l'UNESCO et de l'Union de Berne, aux organisations internationales non gouvernementales intéressées et à un groupe d'étude d'experts africains. Ce dernier s'est réuni à Genève du 19 au 21 mars 1973.

ii) Convention internationale sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion (Convention de Rome)

Lors de sa troisième session ordinaire, le Comité intergouvernemental de la Convention de Rome (Genève, 1-2 décembre 1971) a approuvé la suggestion qui avait été faite à la session précédente, visant à l'établissement d'un projet de loi type destiné à faciliter l'application de la Convention de Rome ou l'accession

audit instrument. A cette fin il a décidé que son secrétariat préparerait, en consultation avec un nombre limité d'experts, un texte qui serait soumis aux Etats parties à la Convention de Rome et aux organisations internationales non gouvernementales intéressées, et qu'il examinerait le texte et les observations y relatives à sa prochaine session.

L'examen d'un rapport sur l'état d'avancement des travaux de préparation du projet de loi type a été inscrit à l'ordre du jour de la session extraordinaire du Comité intergouvernemental qui s'est réuni à Genève les 21 et 22 septembre 1972. Ainsi qu'il est indiqué dans le rapport sur la session extraordinaire (ILO/UNESCO/WIPO/ICR/1972 EX/6), le Comité a reconnu que la préparation d'un projet de loi type soulevait des difficultés, mais il a jugé qu'il n'en fallait pas moins s'efforcer d'établir un texte aussi simple que possible, en tenant compte, le cas échéant, des différentes traditions juridiques, et en présentant des variantes chaque fois que le besoin s'en ferait sentir. Un avant-projet préliminaire de loi type relatif à la Convention de Rome a été établi par l'UNESCO, qui a demandé à plusieurs organisations internationales non gouvernementales de lui communiquer leurs observations, pour qu'elle puisse s'en inspirer à la phase suivante de l'élaboration du projet.

iii) Convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes

Le Comité préparatoire ad hoc institué en vue de la révision de la Convention universelle et de la Convention de Berne, qui s'est réuni en mai 1970, a insisté sur la nécessité d'étudier les mesures qu'il conviendrait de prendre pour empêcher la production et l'importation illicites d'enregistrements. Par la suite, le Comité intergouvernemental du droit d'auteur et le Comité permanent de l'Union de Berne, lors de leurs sessions de septembre 1970, se sont déclarés préoccupés des pratiques de piraterie de plus en plus largement répandues en matière de phonogrammes, et des préjudices que ces pratiques causent aux auteurs, interprètes et producteurs de phonogrammes. Les deux comités ont exprimé le souhait que les Directeurs généraux de l'UNESCO et de l'OMPI convoquent un comité d'experts gouvernementaux qui serait chargé d'établir un projet d'instrument international visant à protéger les producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs oeuvres. Les organes compétents de l'UNESCO et de l'OMPI ont approuvé la mesure envisagée et le Comité d'experts gouvernementaux pour la protection des phonogrammes s'est réuni du 1er au 5 mars 1971. A l'issue de ses travaux, le Comité a adopté un projet de convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes; c'est ce projet qui a servi de base aux débats de la Conférence internationale des Etats, réunie sous les auspices de l'UNESCO et de l'OMPI à Genève, du 18 au 29 octobre 1971. La Convention pour la protection des producteurs de phonogrammes contre la reproduction non autorisée de leurs phonogrammes, qui a été adoptée par la Conférence le 29 octobre 1971, est entrée en vigueur le 18 avril 1973.

iv) Projet de convention relative à la distribution non autorisée de signaux porteurs de programmes communiqués par satellites

Conformément aux décisions prises par la Conférence générale de l'UNESCO et le Comité permanent de l'Union de Berne, les Directeurs généraux de l'UNESCO et de l'OMPI ont convoqué un comité d'experts gouvernementaux à Lausanne (Suisse), du 21 au 30 avril 1971. Ce comité était chargé d'étudier les problèmes que pose la transmission par satellites en ce qui concerne les droits d'auteurs et la protection des interprètes et producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion et de déterminer, en particulier, s'il était nécessaire, pour assurer la protection des signaux porteurs de programmes de télévision communiqués par satellites de modifier les conventions existantes ou d'établir un nouvel instrument international.

Après avoir débattu des avantages et des inconvénients des diverses approches envisagées, le Comité a entrepris d'élaborer un projet de texte pour une nouvelle convention sur cette question, mais il est arrivé à la conclusion que la situation n'était pas encore mûre pour une conférence diplomatique. Il a donc exprimé le désir que le Comité d'experts se réunisse au moins une fois de plus pour tenter de concilier dans une plus grande mesure les positions des gouvernements et des milieux intéressés.

Le deuxième Comité d'experts gouvernementaux a été convoqué au siège de l'UNESCO à Paris, du 9 au 17 mai 1972, par les Directeurs généraux de l'UNESCO et de l'OMPI. A la suite d'une discussion générale qui est restée dans la ligne du débat de Lausanne, la plupart des délégations, y compris celles qui auraient préféré régler la question dans le cadre de la Convention de Rome, se sont déclarées disposées à collaborer à l'élaboration d'un nouveau traité distinct. Il a été convenu que ce nouveau traité, au cas où il serait adopté, ne devrait en aucun cas faire obstacle à une plus large acceptation de la Convention de Rome.

Après un examen article par article du projet de convention préparé par le premier Comité d'experts, le deuxième Comité a établi un nouveau projet dans lequel étaient incorporées un certain nombre de révisions importantes. Les changements les plus notables portaient sur la nature des obligations auxquelles devaient souscrire les Etats contractants, et sur la protection des intérêts des auteurs et des interprètes. A l'issue des débats, le Comité a adopté une résolution par laquelle il recommandait qu'une fois que les secrétariats de l'UNESCO et de l'OMPI auraient établi les notes explicatives relatives au projet de convention et que les gouvernements et les organisations intéressées auraient communiqué leurs observations, un troisième comité d'experts gouvernementaux se réunisse en 1973.

Extension de la protection des droits intellectuels à de nouvelles catégories de bénéficiaires, compte tenu des techniques modernes de communications

i) Traducteurs

L'UNESCO a réalisé des études sur les droits des traducteurs et leur application pratique dans les législations et réglementations nationales.



Un comité d'experts s'est réuni en septembre 1968 pour examiner la situation juridique et pratique des traducteurs compte tenu desdites études et pour proposer des recommandations visant à améliorer le statut de cette catégorie de travailleurs intellectuels. Les recommandations adoptées à l'issue des travaux du Comité visent notamment à faire participer le traducteur, dans toute la mesure du possible, aux recettes provenant de l'utilisation de son travail, à reconnaître et à protéger ses droits moraux, et à instituer des contrats types entre traducteurs et éditeurs ou autres usagers.

Par une lettre datée du 10 avril 1969, le Directeur général de l'UNESCO a communiqué le rapport et les recommandations du Comité d'experts aux Etats membres, invitant ces derniers à faire connaître leurs observations à ce sujet, et en particulier à indiquer s'ils désirent que la Conférence générale adopte des règles internationales à ce sujet. Les conclusions du rapport et de l'enquête ont été soumises à la quatre-vingt-neuvième session du Conseil exécutif (juillet 1972) et à la dix-septième session de la Conférence générale. Cette dernière, par sa résolution 5.141, a décidé de reporter à sa dix-huitième session l'examen de l'opportunité d'adopter un instrument international sur la protection des traducteurs, et a invité entre-temps le Directeur général à établir et à lui présenter un rapport sur l'opportunité d'un tel instrument, sur la portée qu'il conviendrait de lui donner et sur la façon d'aborder la question.

## ii) Reproduction photographique

L'usage de plus en plus répandu et le développement rapide des moyens modernes de reprographie dans les bibliothèques, les centres de documentation et les établissements scientifiques posent d'importantes questions en matière de droit d'auteur. L'essentiel du problème est de concilier la nécessité d'assurer aux ouvrages la plus large diffusion possible et les dispositions du droit national régissant la propriété littéraire et artistique, l'intérêt du public et celui des auteurs et des éditeurs. Au cours de la réunion commune qu'ils ont tenue en 1971, le Comité intergouvernemental du droit d'auteur et le Comité exécutif de l'Union de Berne ont adopté l'un et l'autre des résolutions identiques /résolution 62 (XI)/ dans lesquelles ils déclaraient, entre autres choses, que la question de la reproduction photographique d'ouvrages protégés par des droits d'auteur devait être régie à l'échelon international par une recommandation, mais qu'elle n'avait pas encore suffisamment mûri pour faire l'objet de normes internationales et que l'étude devrait en être poursuivie par les secrétariats de l'UNESCO et de l'OMPI avec l'aide d'experts originaires de pays développés et de pays en voie de développement en vue de formuler des propositions à ce sujet au cours du premier semestre de l'année 1973. Ils ont encore émis le voeu que les propositions en question leur soient présentées lors de leur réunion commune en 1973.

Conformément à ces résolutions, ainsi qu'à la résolution 5.151 de la Conférence générale de l'UNESCO à sa dix-septième session en 1972, un groupe de travail s'est réuni, sous les auspices de l'UNESCO et de l'OMPI, au siège de l'UNESCO, à Paris,

/...

du 2 au 4 mai 1973. Le Groupe de travail comprenait des délégués d'organisations internationales représentant d'une part les auteurs et les éditeurs et, d'autre part, les usagers du matériel de reproduction. En outre, quatre spécialistes des problèmes de la reprographie, parmi lesquels trois spécialistes originaires de pays en voie de développement, étaient attachés au secrétariat de la réunion en qualité de consultants. A l'issue de ses débats, le Groupe de travail a adopté un certain nombre de recommandations. En guise de conclusion, le Groupe de travail a émis l'avis qu'"un instrument international se présentant sous la forme d'une recommandation adressée aux Etats, et établi selon le modèle proposé ci-dessus /par le Groupe de travail/ /était/ ... réalisable et souhaitable".

### iii) Ordinateurs

Les problèmes de droit d'auteur que pose le développement de l'informatique sont multiples et variés. On s'est demandé si les programmes qui contrôlent ou conditionnent les ordinateurs sont protégés par des droits d'auteurs et si un ordinateur peut jouer un rôle dans la création d'un ouvrage. De telles questions ont fait l'objet de mesures législatives et de décisions judiciaires dans de nombreux pays, et de nombreux articles leur ont été consacrés. En vue de la session commune du Comité intergouvernemental du droit d'auteur de la Convention universelle sur le droit d'auteur et du Comité exécutif de l'Union de Berne (B/EC/ES/4-IGC/XI/6, 4 octobre 1971), l'UNESCO et l'OMPI ont fait faire une étude portant sur un aspect de la question, à savoir les problèmes que posent, du point de vue du droit d'auteur, la mise sur ordinateur et l'utilisation d'ouvrages protégés. L'auteur de l'étude, M. Eugène Ulmer, a dit qu'à son avis "la question essentielle, du point de vue du droit d'auteur, est de savoir si les titulaires de droits d'auteur peuvent exercer un contrôle au stade de l'introduction des données dans un système informatique, ou bien au stade de la sortie, et dans quelle mesure les conventions internationales régissent cette question" (IGC/XI/14, Paris, 14 janvier 1972, p. 5).

### Centre international d'information sur le droit d'auteur

L'accès aux ouvrages protégés est un facteur essentiel du développement. Cela a été reconnu aux diverses rencontres régionales d'experts que l'UNESCO a organisées dans le cadre de la mise en oeuvre d'un plan à long terme destiné à aider les pays en voie de développement à accroître à l'échelon national leurs activités dans le domaine de l'édition et de la radiodiffusion. Dans tous les cas, il est apparu que la difficulté que ces pays éprouvent pour obtenir l'autorisation de publier sur leur territoire tel ou tel ouvrage est l'une des principales raisons de la grave pénurie de livres dont ils souffrent. Parmi les autres facteurs qui freinent leur production interne de livres, on peut citer la nécessité d'acquitter des droits d'auteur pour la réédition, la traduction ou l'adaptation d'ouvrages étrangers. Ces droits sont d'autant plus lourds qu'ils doivent être réglés en devises étrangères.

La Conférence générale a déjà montré l'intérêt qu'elle porte à cette question en adoptant à sa quinzième session une résolution destinée à faciliter l'accès aux ouvrages protégés (15C/Résolution 5.121). La question a été de nouveau examinée à Washington en 1969 par le Groupe d'étude international commun du droit d'auteur qui a recommandé à l'UNESCO "de créer dès que possible un centre international d'information sur le droit d'auteur".

Conformément à cette recommandation, la Conférence générale, dans sa résolution 4.122, adoptée à la seizième session, a autorisé le Directeur général à "créer et à gérer un centre international d'information concernant le droit d'auteur sur les livres".

Les fonctions principales du Centre d'information sur le droit d'auteur sont les suivantes :

1. Rassembler des informations sur les droits de reproduction d'ouvrages qui peuvent être mis à la disposition des pays en voie de développement à des conditions aussi favorables que possible;
2. Prendre les dispositions nécessaires au transfert vers les pays en voie de développement des droits d'auteur cédés par leurs titulaires;
3. Aider à la mise au point de modèles simples de formulaires de contrats de traduction, de réimpression et d'autres droits nécessaires aux pays en voie de développement;
4. Etudier les moyens d'obtenir le droit de reproduction et d'autres droits sans avoir à déboursier de devises étrangères;
5. Favoriser la conclusion d'accords en vue de l'adaptation et de la publication d'ouvrages, en particulier d'ouvrages de caractère technique et pédagogique.

#### Service d'information spécialisée

La Division du droit d'auteur de l'UNESCO constitue un centre d'information et de documentation capable de procurer aux Etats membres et aux spécialistes les derniers renseignements sur les conventions internationales et les lois de chaque pays, ainsi que sur l'état de la doctrine et de la pratique concernant les différents problèmes que posent les droits d'auteurs et les droits apparentés. On peut obtenir ces renseignements soit par correspondance, soit par consultation personnelle, soit dans trois publications d'information : le Bulletin du droit d'auteur (revue trimestrielle publiée en anglais, en français et en espagnol); le Recueil de lois et traités sur le droit d'auteur, dont les versions anglaise, française et espagnole sont régulièrement mises à jour; et le Recueil des lois et traités sur la protection des artistes interprètes ou exécutants, des producteurs de phonogrammes et des organismes de radiodiffusion, dont la version anglaise a paru en 1969, et la version française en 1971.

IV. Mesures prises en vue d'assurer la jouissance des droits mentionnés sous la rubrique III ci-dessus à un nombre croissant de personnes, sans distinction aucune fondée notamment sur la race, la couleur, le sexe, la langue, la religion, les opinions politiques ou toute autre opinion, l'origine nationale ou sociale, la fortune, la naissance ou toute autre situation

Il s'agit surtout, ici, de la discrimination. Nous aimerions appeler l'attention de la Commission sur les documents suivants :

a) Rapport de l'UNESCO sur l'apartheid : ses effets sur l'éducation, la science, la culture et l'information (édition révisée, 1972).

b) Le racisme devant la science 1/, nouvelle édition considérablement remaniée (1973).

c) Deux études sur les relations entre groupes ethniques en Afrique, au Sénégal et dans la République-Unie de Tanzanie (1973) 2/.

d) Le rôle des moyens de communication dans une société multiraciale : réunion d'experts (UNESCO, Paris, décembre 1969).

e) Race as News : à paraître en 1974-1975 3/.

f) Le colonialisme portugais : ses effets sur l'éducation, la science, la culture et l'information 4/ : à paraître en 1974.

g) Rapport de l'UNESCO sur les effets de la politique rhodésienne sur l'éducation, la science, la culture et l'information : en préparation (à paraître en 1974-1975).

h) Réunion d'experts sur les notions de race, d'identité et de dignité, UNESCO, Paris, 1972.

Il s'agit également de l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur, à laquelle la Division de l'enseignement supérieur s'intéresse depuis 1963. Récemment, en 1973, la Division a entrepris une étude sur les "problèmes actuels de la démocratisation de l'enseignement secondaire et de l'enseignement supérieur" et publié, en anglais et en français, un document portant le même titre. Ce problème a été également étudié au niveau européen, en vue de la Deuxième Conférence des ministres de l'éducation des Etats membres d'Europe (Bucarest, novembre-décembre 1973).

---

1/ Auteurs : Lévi-Strauss, Dubinin, Beteille, etc.

2/ Auteurs : Diarra et Fougeyrollas, Mbilinyi, Ghai, etc.

3/ Auteurs : Halloran, Klineberg, Guillaumin, etc.

4/ Auteurs : Sousa Ferreira, avec une introduction de Davidson.

La notion de différenciation implique l'existence dans chaque être humain d'une multitude de traits propres. On pense que ces traits propres évoluent sous la pression de schèmes sociaux préexistants dont l'influence se justifie en fonction du principe d'égalité.

La suppression ou la modification de caractéristiques purement individuelles sous l'effet d'une influence extérieure doit être considérée comme une atteinte au principe de liberté. Pour assurer le respect du droit à l'égalité d'accès à l'enseignement supérieur sur la base des capacités ou du mérite, on apporte actuellement aux divers systèmes d'enseignement supérieur des réformes dont le but est de faciliter la tâche de tous les étudiants, notamment de ceux qui occupent un emploi, grâce à un renouvellement des méthodes, du contenu et des structures générales de l'enseignement.

Il convient également de mentionner le développement des études individuelles. On prévoit que de nouvelles méthodes, de nouveaux moyens et de nouvelles techniques d'enseignement faisant appel aux divers moyens de communication, permettront d'aider ceux que leurs origines sociales ou leur situation économique ont empêchés d'accéder à l'enseignement supérieur. Dans certaines facultés et dans certains pays, la sélection à l'entrée de l'université est toujours en vigueur. Mais dans d'autres facultés et dans d'autres pays, une évolution est en cours. Les méthodes d'évaluation des connaissances et les modalités de l'aide aux candidats méritants sont bien connues.

A cet égard, il convient tout particulièrement de mentionner deux recommandations de la deuxième Conférence des ministres de l'éducation des Etats membres d'Europe (Bucarest, 26 novembre-3 décembre 1973), qui sont ainsi conçues :

"Conception élargie de l'enseignement supérieur (Recommandation No 1/1)

Le développement économique et culturel général aboutira à une demande accrue en matière d'enseignement supérieur, par suite de la croissance de l'enseignement secondaire. Le développement de l'enseignement supérieur doit donc être envisagé dans le contexte du système d'éducation tout entier.

Eu égard à cette situation et au rôle important que joue l'enseignement supérieur dans un contexte social et démocratique, l'élargissement de l'accès à l'enseignement supérieur paraît constituer une conséquence inévitable. Il faut éliminer les obstacles existants et, en principe, chaque type de formation assurée par les écoles secondaires, de même que l'expérience correspondante acquise dans le cadre de l'activité professionnelle, doivent permettre d'accéder à l'enseignement supérieur. Compte tenu de ces perspectives, il va de soi que le concept d'enseignement supérieur doit être considéré comme étant beaucoup plus large que le concept traditionnel.

...

/...

Recommande aux Etats membres et en particulier aux universités d'assurer une intégration verticale effective du système scolaire et d'ouvrir les universités à toutes les catégories de la population, en exigeant des candidats des connaissances appropriées et en prenant en considération leurs aptitudes intellectuelles;

Recommande aux universités de s'ouvrir davantage à la société, à l'économie et aux autres activités et aussi d'intensifier une coopération mutuelle étroite, de manière à s'efforcer de poursuivre la mise en place d'un système coordonné d'éducation permanente et de coopérer à la formulation de critères d'évaluation de l'éducation permanente.

#### Démocratisation de l'enseignement supérieur (Recommandation No 1/2)

...

Affirmant que la poursuite de la démocratisation de l'enseignement supérieur est l'une des conditions primordiales du développement socio-économique,

Réaffirmant le droit inaliénable des minorités nationales, là où elles existent, à l'accès égal à l'éducation, y compris l'enseignement supérieur,

Demande à tous les Etats membres d'éliminer, dans l'enseignement supérieur, toutes les formes de discrimination tenant à la race, au sexe, à l'âge, à la langue, à la religion, aux opinions politiques, aux origines sociales et à la situation économique, si de telles formes de discrimination existent encore.

#### V. Difficultés rencontrées pour assurer la jouissance des droits mentionnés sous la rubrique III ci-dessus, et méthodes et mesures adoptées pour surmonter ces difficultés

Les difficultés sont de deux ordres :

a) Le manque de ressources dont souffrent certains Etats membres. Dans ces conditions, il est difficile de garantir l'exercice de nombreux droits sociaux et économiques, par exemple le droit à l'emploi, le droit à la sécurité sociale, ou même le droit à l'enseignement.

b) Les problèmes inhérents à toute organisation intergouvernementale. Dans l'abstrait, les droits fondamentaux sont rarement contestés. La plupart des pays les ont inscrits dans leur Constitution. C'est lorsqu'on veut passer du droit à la réalité que commencent les difficultés. Il est inévitable qu'une tension se crée entre les droits des gouvernements tels que ceux-ci les conçoivent et les droits individuels ou ceux des groupes désavantagés ou soumis à la domination d'autres groupes.

/...

Il n'y a pas grand chose qu'on puisse faire pour remédier à la première catégorie de difficultés, si ce n'est d'opérer une certaine redistribution par l'apport d'une aide. Quant à celles de la deuxième catégorie, nous nous sommes efforcés de faire preuve de la plus grande honnêteté intellectuelle possible, tout en respectant les limites fixées par nos organes directeurs.

-----